

Mercedes Cabrera

Université Complutense de Madrid

Traduction de « ¿Una leyenda? Juan March (1880-1962) », publié dans *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°8, automne 2011.

Par la promotion 2017 du Master 1 Traduction Littéraire de l'Université d'Angers.

La première fois que j'écrivis sur Juan March Ordinas (1880-1962) ce fut pour intervenir lors d'un séminaire intitulé « Scandales politiques et responsabilité publique dans l'Espagne contemporaine » en avril 2000. Je racontai le procès qu'avait engagé contre March la Commission de Responsabilités de l'Assemblée Constituante de la République. March était député et la démarche correspondante a été faite dans le cadre d'une série d'accusations pour corruption et pots-de-vin contre plusieurs députés radicaux. La commission l'emprisonna et le garda en détention préventive pendant plusieurs mois. Finalement elle réussit à mener un jugement qui l'accusait non seulement de prévarication et de concussion pour ses affaires avec Primo de Rivera, mais aussi de délit de haute trahison à cause de son « dessein absolu de pousser la France à couper les relations avec l'Espagne ». Il fut le seul financier que la Commission poursuivi par la Commission. Lorsque le jugement fut rendu public, Juan March avait été élu représentant du Tribunal de Garanties Constitutionnelles, le gouvernement était passé au parti radical et trois jours plus tard l'Assemblée constituante fut dissoute. Désespéré de ne pas obtenir sa liberté provisoire, même de cette façon, March s'enfuit de la prison.

À l'occasion de ce séminaire, je me penchai sur le dossier volumineux du procès conservé dans les archives du Congrès des Députés. Je lus aussi les biographies qu'on avait publiées jusqu'alors sur Juan March. La première, véritable point de départ de beaucoup de choses que l'on a dites plus tard, était *Le dernier pirate de la Méditerranée*, un livre écrit par le journaliste galicien et pro-socialiste Manuel Benavides, qui fut publié en septembre 1934. C'était une diatribe exaltée et implacable contre March, qui apparaissait sous un pseudonyme, comme le reste des personnages. Le livre s'inspirait en grande partie des mémoires de Francisco Bastos, directeur de la Compagnie des Tabacs jusqu'à ce que March obtînt que le conseil d'administration le révoque en 1924. On dit que March avait acheté tous les exemplaires du livre pour qu'on ne puisse pas le lire, mais on sait aussi qu'il y eut beaucoup d'éditions. En 1937, Benavides le réédita à Barcelone en supprimant les pseudonymes. C'était la seizième édition.

Les deux biographies suivantes apparurent des décennies plus tard. Celle de Ramón Garriga – *Juan March et son temps* – fit une synthèse des matériaux disponibles à l'époque et ajouta les témoignages des contemporains, avec une prétention narrative propre à un journaliste, témoin de beaucoup d'événements. L'historien Bernardo Díaz Nosty a mené une enquête rigoureuse et a écrit une biographie très estimable : *La irresistible ascensión de Juan March*. Après, Arturo Dixon arriva avec son *Señor Monopolio. La asombrosa vida de Juan March*, dont l'apport consista à recueillir les nouvelles provenant des archives anglaises. Dans son introduction, Dixon disait qu'à sa mort, en 1962, à quatre-vingt-un ans, March était la personne la plus riche d'Espagne et une des plus fortunées du monde ; que

probablement seuls Paul Getty et Howard Hugues le dépassaient. Dixon disait aussi que March fut bien connu de tous les premiers ministres, de Asquith et Lloyd George à Churchill, de tous les ministres des Affaires Étrangères, de sir Edward Grey et Lord Curzon of Kendlestone à sir Anthony Eden, et de tous les ambassadeurs britanniques à Madrid.

Deux autres textes très différents s'ajoutèrent à mon fonds de documentation initial. L'un d'eux était le panégyrique *L'Argent et l'Espagne*, publié en 1965 par Ernesto Giménez Caballero, dans lequel Juan March était présenté comme le moins connu mais « formidable » représentant de la génération de 98, ce « mécène privilégié », un « banquier de ceux que n'auraient pas renié les représentants de la Renaissance et d'autres cultures occidentales » et qui manquait justement à la nôtre à cause du mépris de la « volonté de puissance sous l'angle chrématistique ». Car en Espagne on n'avait jamais vraiment bien su ce que représentait l'argent, affirmait Giménez Caballero. Dans un parcours délirant à travers l'histoire des mécènes de la culture, Giménez Caballero le qualifiait de « géant solitaire » et le transformait en protagoniste d'une véritable révolution par le biais de la banque, par la création de la Fondation qui porte son nom. L'écrivain, bénéficiaire des aides de la Fondation, avait connu March dans les années trente, à la rédaction du quotidien *Informaciones*, le journal qu'Indalecio Prieto surnomma la « pouliche du contrebandier ».

En 1962, à la mort du *senyor Joan March*, Josep Pla écrivit l'autre texte, assez bref, qui, moyennant une petite modification, fut recueilli dans ses *Retrats de passaport*. Il avançait l'idée qu'à l'avenir on dirait bien plus de choses sur March que celles que l'on a écrites de son vivant, généralement hostiles et certaines d'entre elles complètement délirantes. Il l'avait connu dans les années vingt, car Pla avait écrit dans le journal fondé par le financier à Majorque. Selon Pla, ce fut l'une des « grandes erreurs » de March que d'entrer dans le monde de la presse et de la politique « terre à terre ». En plus d'un portrait expressif de son aspect physique, l'écrivain catalan présentait un Juan March avec beaucoup d'ennemis parmi les classes traditionnelles et aristocratiques de son île natale mais une grande popularité au sein du peuple, entouré d'une légende qui croissait à mesure qu'on s'en éloignait, jusqu'à atteindre des formes « extravagantes » à Madrid. March, écrivait Pla, fut un homme d'affaires complètement hors de la médiocrité habituelle. Dans un pays aussi pauvre que l'Espagne, il était logique que ses méthodes déclenchent des tempêtes. C'était un commerçant avec des principes élémentaires, une mentalité archaïque, claire et simple, qui ne faisait jamais d'affaires sans réflexion préalable et cherchait absolument à investir le minimum pour obtenir le maximum. Ses affaires en France se développèrent toujours normalement malgré leur volume et leur complexité immenses, tandis que celles qu'il faisait en Espagne provoquèrent « une succession d'impressionnantes tempêtes ». Concernant monsieur March, concluait Pla, « il fallait séparer la légende de la réalité et soupeser les choses avec une objectivité froide ».

C'était justement ce besoin de séparer la légende de la réalité que réclamait plus tard, dans les années 2000, l'historien de l'économie Eugenio Torres, dans une notice biographique très concise mais très complète sur Juan March, qu'il considérait comme l'entrepreneur espagnol le plus important du XX^e

siècle ; mais sa vie, disait-il, relevait encore du domaine de la légende. Il signalait aussi qu'elle n'était pas facile à étudier.

Pourquoi décider de m'engager plus avant que ce que j'avais vu à propos du déroulement des années trente pour m'embarquer dans une biographie ? Depuis ma thèse de doctorat sur les organisations patronales sous la seconde République, la relation entre les élites économiques et politiques avait occupé une grande partie de mon temps. Avec Fernando del Rey, nous avons essayé de « sauver de l'oubli » historiographique les entrepreneurs espagnols et leurs organisations. Cette tâche, avec ses hauts et ses bas, somme des recherches des deux et fondée sur une bibliographie plus abondante, a trouvé sa réalisation dans un livre de 2002, qui retrace plus d'un siècle de cette relation que nous qualifions, reprenant l'expression de Victor Pérez Díaz, d'« instrumentation réciproque ». Ce fut là notre plus grand effort pour intégrer les entrepreneurs et les hommes d'affaires au récit d'ensemble de notre histoire contemporaine. Le débat sur la pénurie supposée des entrepreneurs espagnols au dix-neuvième siècle et leur plus grand nombre au vingtième, sur la pertinence du problème d'offre ou de demande, et sur les raisons de leur réticence à la concurrence et de leur recherche d'une protection de l'État – ce débat demeura restreint au domaine de l'histoire économique. Les personnages et les organisations qui ont sans aucun doute joué un rôle dans les grands événements et les grandes ruptures de notre histoire contemporaine s'imbriquaient toujours difficilement avec les récits politiques.

Juan March ne figurait pas dans ma thèse doctorale sur les organisations patronales sous la République. En revanche, il figurait dans le livre de 2002, mais toujours en solitaire. Au vu de ce que j'avais consulté dans le dossier de son procès par la Commission Républicaine des Responsabilités et dans les biographies existantes, il était clair qu'il constituait un cas pertinent dans les relations entre l'économie et la politique ; plus encore, il avait la réputation d'avoir joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la Guerre Civile. « Pirate », « irrésistible » ascension, « vie stupéfiante », avaient été les sous-titres des biographies écrites jusqu'alors ; Pla avait qualifié de « légende » ce qui se disait sur lui. J'admets que le personnage éveillait ma curiosité. J'avais écrit la biographie d'un autre entrepreneur, Nicolás María de Urgoiti, ingénieur et directeur général de la Papeterie Espagnole depuis 1901, fondateur des journaux *El Sol* et *La Voz*, et de la maison d'édition *Espasa-Calpe* ; un entrepreneur apprécié des intellectuels des années vingt et trente, parfaitement honnête, impliqué dans la modernisation de l'économie et la démocratisation de la Monarchie, sans grande fortune personnelle et qui avait vu ses grands projets échouer pour des raisons politiques avant l'avènement de la République.

Juan March semblait en être le contrepoint : un commerçant sans grande éducation, qui avait fait ses premières armes avec la contrebande de tabac aux débuts du siècle, corrupteur et amoureux des monopoles, poursuivi par la justice à diverses occasions, tenu pour responsable par la République et emprisonné, conspirateur et financier du soulèvement militaire du 18 juillet. Et surtout, détenteur d'une immense fortune, la plus grande d'Espagne et l'une des plus grandes au monde. Nicolás Urgoiti était tombé dans l'oubli après sa disparition de la scène publique durant les premières années de la République, jusqu'à sa mort en 1951. En revanche, le souvenir de Juan March restait vivant, même après

sa mort en 1962. Il avait aussi fondé des journaux et fréquentait les intellectuels et les politiques et apparaissait dans sa nécrologie officielle comme le « grand philanthrope » en vertu de l'immense capital qu'il avait légué à sa Fondation, deux milliards de l'époque, une authentique fortune. Cependant, ce qui comptait le plus, c'était le côté obscur du *pirate*, les affaires louches et les connivences avec les puissants qui continuaient à apparaître dans les livres, les pamphlets, les pièces de théâtre et les documentaires, comme celui que réalisa Dolors Genovès pour la télévision catalane.

Ce qui existait sur March ne relevait pas de l'ignorance. Il manquait peut-être un regard au-delà de nos frontières qui permette de le comparer aux autres hommes d'affaires. En 1979, la revue *New Yorker* lui avait consacré un long article intitulé « privateer », que l'on pourrait traduire par corsaire. L'article retraçait sa vie mais partait de sa dernière grande affaire, l'appropriation de la *Barcelona Traction*, la mythique entreprise canadienne, une compagnie électrique qui faisait partie d'une grande multinationale qui engageait des capitaux britanniques, belges et canadiens. Tout commença par un dépôt de bilan inouï rendu par un tribunal de Reus en 1948. Les dirigeants de ce grand empire international sous-estimèrent le coup de March, qui sut tirer profit de la volonté nationalisatrice et autarcique du Ministre de l'Industrie de l'époque, Juan Antonio Suanzes. Sa manœuvre renversa l'autre entreprise emblématique du capitalisme espagnol et international, la CHADE (Compagnie Hispano-Américaine d'Électricité), dirigée par Francesc Cambó depuis son exil argentin, et son conseil d'administration intégrait toutes les grandes banques espagnoles conjointement à la représentation des intérêts étrangers. Au terme d'un procès très complexe où le soutien du Trésor britannique s'avéra décisif, March obtint la dissolution de la CHADE et récupéra la *Barcelona Traction* pour un prix dérisoire, la transformant en Forces Électriques de Catalogne. Furent mobilisés non seulement les intérêts économiques internationaux, mais aussi les chancelleries et les gouvernements de tous les pays impliqués, et une légion d'avocats, les plus réputés du pays à l'époque, que March et la *Barcelona Traction* avaient engagé pour leur défense respective. La Belgique finit par dénoncer l'Espagne devant le Tribunal International de La Haye, qui se prononça en sa faveur en 1970, alors que Juan March était mort depuis huit ans.

Cette affaire propulsa Juan March dans les gros titres de la presse internationale et donna matière à un article du *New Yorker*, probablement le plus long jamais consacré par la revue américaine à un Espagnol. D'après son auteur, John Brooks, March était très différent des hommes d'affaires européens. C'était un exemple de capitalisme « prédateur » à l'américaine, un *robber baron* avec un soupçon de génie financier, qui agit dans un pays retardé et sans crainte d'affronter les capitalistes les plus importants des grandes nations. Manuel Benavides avait déjà comparé March aux grands capitaines d'industries américains, mais le majorquin sortait perdant dans cette comparaison : alors qu'au moins certains d'entre eux avaient monté des industries, March était un « trafiquant sans probité qui spéculait sur un État faible, avec des serviteurs facilement corruptibles et chasse les lièvres de l'argent des espaces gardés, même dans les milieux financiers les plus louches ». Le livre de Benavides fut publié en 1934, la même année où Matthew Josephson déclassa les capitaines de l'industrie au titre de *robber barons* qui, après la guerre

civile nord-américaine, mirent sur pied les grandes entreprises de l'acier, des chemins de fer, de la banque et des compagnies pétrolières, et transformèrent l'économie du pays. Leurs manières de faire n'étaient effectivement pas si éloignées de celles utilisées par March. Mais le traitement reçu était très différent. Les vies et l'activité des grands *tycoons* américains ne furent pas exemptes de polémique, depuis le développement de leurs entreprises jusqu'à aujourd'hui. Les biographies écrites sur eux ont été nombreuses et volumineuses car, en plus d'écrire leurs propres plaidoyers en faveur de leur action, comme le célèbre article d'Andrew Carnegie, « Wealth », publié en 1899, ils léguèrent de grandes fondations et des archives privées. Leur mécénat ne leur évita pas la critique, mais leurs archives permirent une connaissance plus précise de leur action.

Comme je l'ai rappelé, Juan March aussi légua une Fondation. Avec un capital comparable à celui de la Fondation Nobel, la Fondation Juan March distribua des milliers de pesetas sous forme de prix et de pensions alloués aux intellectuels, aux écrivains et aux artistes ; des bourses, des aides à la recherche et des séjours à l'étranger dans le but promouvoir la connaissance et la science, tout cela était sans pareil dans l'Espagne de l'époque. Elle pratiqua la charité, mais acheta également de grands équipements pour les hôpitaux et les centres de recherche. Elle s'adapta au climat culturel et politique de l'Espagne franquiste, tout en conservant un niveau important d'indépendance et de conseil impartial dans ses décisions, garantie par des statuts qui la préservait de toute intervention étrangère.

Je ne sais pas si March a lu l'article de Carnegie. Le grand entrepreneur de l'acier soutenait que les millionnaires, après avoir démontré leur capacité pour créer et accumuler de la richesse, avaient l'obligation d'appliquer cette habileté une partie de leur vie durant à l'administration de leur fortune au service de la collectivité. C'est seulement de cette manière qu'ils éviteraient de mourir « unwept, unhonoured, unsung ». S'il ne l'avait pas lu, un bon ami à lui, Joan Mascaró, écrivain et philologue, compagnon d'études de l'aîné de March durant son séjour à Cambridge, lui expliqua aux débuts des années cinquante que « les millionnaires américains et beaucoup en Europe allouent de l'argent à des œuvres culturelles, ou sociales. Les années passent et ils vont mourir. Vous ne penserez à aucun travail qui soit un monument à vous pour tout le temps ? ». Trois ans plus tard, March lui annonça qu'il aurait très prochainement des nouvelles de tous ces projets dont ils avaient parlé. Peut-être que March, qui avait rencontré le monde capitaliste américain au fur et à mesure de l'affaire de la *Barcelona Traction*, voulut entrer dans l'histoire comme le Rockefeller espagnol. Ce qu'il ne fit à aucun moment, contrairement aux *tycoons* américains, fut de mettre à la disposition de quiconque des archives personnelles qui n'existent probablement pas. À l'inverse, la légende sur March comprend l'affirmation selon laquelle à plus d'une reprise, quand la justice le poursuivait, il brûla ses papiers. Il n'y a rien qui ressemblerait à un journal, à des annotations dans un quelconque type d'agenda. Il est même difficile de trouver un papier, une lettre écrite de la main de March. Certaines apparaissent dans les dossiers des procès, mais March a toujours nié en être l'auteur.

C'est là le principal problème au moment d'écrire sur Juan March. On ne dispose pas d'autre information pour la confronter à celle qui alimenta la légende. Les centaines de pages accumulées lors

des différents procès judiciaires auxquels il fut soumis constituèrent une source aux caractéristiques très particulières à laquelle, je dois le reconnaître, je n'avais jamais fait face. Le premier procès eut lieu en 1909, quand il fut cité à comparaître par la justice militaire après la saisie d'une cargaison de tabac sur la côte majorquine. Il y en eut d'autres plus tard. La Compagnie des Tabacs le signala rapidement comme un des principaux contrebandiers, et en 1916 le sénateur Allendesalazar le dénonça en citant des noms à la Chambre haute comme « le grand chef d'entreprise qui vit à Majorque », contrôleur d'un réseau qui chargeait des bateaux à fond de cale avec lesquels il inondait de tabac les côtes méditerranéennes. Cette même année, March se vit impliqué dans une autre affaire ; il s'agissait cette fois de l'assassinat à Valence du fils de son associé dans l'affaire du tabac, Rafael Garau. Règlement de comptes entre contrebandiers ? March organisa devant une foule l'enterrement de Rafael Garau à Majorque, mais beaucoup le désignèrent comme coupable, surtout dans son village natal, Santa Margarida. March partit vivre à Palma et n'y remit pas les pieds. La société par actions qu'il possédait avec les Garau fut liquidée et le conflit entre les deux hommes le poursuivit devant les tribunaux toute sa vie.

March n'était pas seulement contrebandier. Il était aussi fabricant de tabac en Afrique du Nord et, depuis 1911, concessionnaire de la Société Internationale de Régie Co-intéressée des Tabacs du Maroc, ce qui lui permit l'exploitation du monopole dans la zone espagnole du protectorat, outre une couverture et de nombreuses relations internationales durant la Première Guerre mondiale : bonnes avec les Britanniques, moins bonnes avec les Français. Les procès judiciaires permettent de reconstituer ce trafic, bien qu'ils laissent à peine deviner les revenus substantiels obtenus. La conduite de March fut un véritable défi au monopole officiel du tabac et au Trésor Public espagnol, auquel Francesc Cambó tenta de couper court quand il fut ministre en 1921. Mais la victoire finale fut pour Juan March. Après des poursuites judiciaires acharnées dans les premiers temps de la dictature, il obtint que le conseil d'administration de la Compagnie Exploitante du Monopole du Tabac destitue le directeur et, sa relation avec Primo de Rivera changeant du tout au tout, il obtint par son intervention directe ce qu'il avait poursuivi des années durant : le monopole du tabac à Ceuta et Melilla, pièce clé de ses affaires. Ce ne furent pas les faveurs, même s'il y en eut, qui expliquent le changement d'avis de la part du dictateur, mais la proposition enthousiaste de March de soutenir sa politique expansionniste en Afrique. Indépendamment de la différence chronologique, il fit la même chose avec Suanzes vingt ans plus tard, en affichant une passion patriotique qui justifia le soutien du Gouvernement lors de la nationalisation de la *Barcelona Traction*.

Le commerce du tabac est indispensable pour comprendre les manières d'agir de Juan March. Son école avait été l'affaire familiale, la Société March frères, consacrée au commerce et à l'exportation de porcs vers la péninsule. C'est là qu'il fit ses premières armes, alors qu'il était encore très jeune. Pla avait raison : il fallait aller à Majorque pour découvrir March. C'est sur cela qu'insiste la dernière et très récente biographie écrite sur lui, celle de Pere Ferrer, un historien insulaire qui, en adéquation avec les biographies antérieures, la sous-titre « l'homme le plus mystérieux du monde ». C'est pourquoi la documentation qu'avait réuni à ce moment un des descendants indirects de Juan March, Miguel Monjo,

qui hérita de la maison de March à Santa Margarida, me fut très utile. Il découvrit dans un grenier les livres de la société familiale, avec les notes de comptabilité et les annotations du jeune March. Miguel Monjo a ajouté à cette trouvaille différents fonds, qu'il me permit généreusement de consulter, comme les archives de la famille Ques, une autre famille de commerçants, associés de March et base de son expansion insulaire. Là, et dans les archives de Juan Carreras, directeur de la manufacture des tabacs de March à Oran, il y a des notes manuscrites et des lettres.

Juan March assit les bases de sa fortune et de son pouvoir à Majorque. Il conquiert l'île grâce à ses activités commerciales, utilisa sa banque pour l'achat-vente et la parcellisation de terres, prit le contrôle de la compagnie navale La Isleña et, lui-même, de la Transmediterránea. En appliquant des prêts usuraires, il dépouilla les familles de l'aristocratie de leurs propriétés et défia les notables de l'île par ses affaires dans l'électricité et le pétrole, leur construisant une raffinerie dans une crique où ils avaient construit leurs maisons de vacances. Il s'installa dans un palais à Palma, fonda un journal, s'érigea en leader du parti libéral à Majorque et fut investi député en 1923. Il usa et abusa des réseaux clientélistes et de son argent, et il le fit en se présentant comme le fouet face à tout ce qui était caduc, au nom d'un capitalisme moderne, créateur de richesse et soucieux de la classe ouvrière, pour laquelle il construisit une magnifique Maison du Peuple. Il chercha des relations d'un côté et de l'autre, brisa des solidarités parmi les monarchistes mais aussi au sein des organisations ouvrières. Il n'a jamais caché que la politique était au service de ses intérêts économiques. C'est de tout cela que rendent compte la presse de l'époque, ainsi que quelques archives et la bibliographie des livres publiés sur la société et la politique majorquine pendant la Restauration.

Il est plus difficile d'évaluer ses affaires durant les deux guerres mondiales, en dépit du grand nombre d'anecdotes qu'elles ont suscitées. Il y a des informations, éparpillées et donc insuffisantes. Il ne fait aucun doute que sa fortune se multiplia. Le contrôle des côtes et des eaux de la Méditerranée était un atout pour les parties en présence auquel il ne pouvait renoncer et, bien qu'il fût parfaitement possible que la flotte de March ravitailla les sous-marins allemands, ce furent les britanniques qui avalisèrent durant la Première Guerre mondiale quelques relations qui se consolidèrent durant la seconde, quand March avait étendu sa présence à la City londonienne à travers la Kleinwort Bank, dont il fut un des principaux clients. De fait, le Majorquin se transforma en créancier du gouvernement de Londres, ce qui lui apporta plus tard de copieux bénéfices. March conspira et soutint les militaires espagnols qui se soulevèrent en juillet 1936. Il agit depuis Biarritz et Paris, depuis Rome et Londres. Peu de financiers espagnols disposaient des devises et des influences dans la banque internationale dont lui bénéficiait et qui furent si nécessaires dans les débuts. Il y a des informations sur tout cela dans les archives du ministère des Affaires Étrangères et de la Banque d'Espagne, ainsi que dans celles du *Foreign Office* et de la Banque de Londres.

March ne fut pas hostile à la République dans ses débuts, et il sortit indemne des plaintes déposées immédiatement contre lui par le procureur général. Il n'essaya même pas de quitter le pays. Il était à l'origine de la conversion de son ancien parti libéral en parti de centre républicain. Il était sûr que ses

amis républicains radicaux le protégeraient et finiraient par arriver au pouvoir. Mais cela ne put se faire à cause de la Commission de Responsabilités. Il rendit juste publique son aversion pour le gouvernement d'Azaña après son incarcération et son évasion. Il conspira contre le retour des droites au pouvoir, soutint et finança le coup militaire. Il ne pensait pas qu'il se transformerait en guerre civile, mais que l'on répéterait celui de 1923. Il perdit patience à mesure que le conflit se prolongeait et s'inquiéta du nouvel ordre contrôlé par les militaires, parmi lesquels il avait de bons contacts, mais aussi par les phalangistes, qui ne l'avaient jamais apprécié.

Il finança le *Dragon Rapide*, qui transporta Franco depuis les Canaries et se maintint sur le pied de guerre au moins les premiers mois, mais il n'y a aucun moyen de savoir combien d'argent il mit au service des insurgés. Il y a par exemple deux reçus d'une fabuleuse quantité de tonnes d'or déposées à la Banque d'Italie au début du mois de septembre 1936 au nom de Juan March. Mais il n'y en a pas plus de trace ni au Kleinwort, ni à la Banque d'Italie, et on ne peut donc être plus précis sur son destin. Oui, nous connaissons les conditions du crédit qu'il négocia à travers le Kleinwort, qu'il destina probablement à l'achat de sous-marins, elles furent dures et les militaires espagnols ne les apprécièrent pas. L'ambassadeur anglais admit plus tard qu'il s'était agi de vingt millions de pesetas et cinq fois plus de crédit en livres, bien qu'il fût disposé à « mettre toute sa fortune » au service des militaires. Au moment où il tenait ces paroles, au printemps 1944, il avouait aussi à l'ambassadeur ses relations avec le régime et son extrême pessimisme face à la « corruption absolue » qui régnait en Espagne. Il avait déménagé à Lisbonne, avait servi d'intermédiaire dans la subornation des militaires espagnols pour éviter l'entrée de l'Espagne dans la Guerre mondiale, conspirait contre les monarchistes et croyait que la seule politique possible pour l'Espagne, tant du point de vue économique que strictement politique, était d'être le plus proche possible de la Grande-Bretagne. Cependant, quatre ans plus tard, désormais domicilié à Genève, et ayant abandonné les velléités monarchistes, il s'entendait à merveille avec Suanzes pour s'emparer de la *Barcelona Traction*.

On pourrait sans doute continuer à le considérer comme l'homme le plus mystérieux du monde. Sur sa vie personnelle, son don pour les chiffres, son goût pour les femmes, sa relation avec sa femme et ses enfants, les crimes de sang et les rumeurs d'attentats dans lesquels son nom fut cité, ses valeurs morales si l'on veut, tout cela fera couler encore beaucoup d'encre. Il y aura plus de témoignages personnels, mais l'on ne palliera jamais le manque d'archives personnelles. En ce qui concerne son activité d'homme d'affaires, l'on pourra établir dans le futur l'histoire de l'une des entreprises qu'il contrôla, de la *Transmediterránea* à la Banque March. Cela n'était pas mon objectif. Mais sur sa présence publique, sur les relations entre son pouvoir économique et la politique, je crois qu'il ne reste plus beaucoup de mystères à dévoiler. Le portrait de Josep Pla me semble pertinent car March fut un commerçant, capable, ça oui, d'accumuler une fortune incomparable dans l'Espagne de son temps et d'exposer crument sa principale puissance : l'argent. Giménez Caballero avait lui aussi raison quand il le qualifia de solitaire. Mais sa vie est un excellent observatoire pour découvrir les habitudes sociales et politiques, pour analyser les comportements des individus et des institutions, et pour considérer depuis une autre

perspective une grande partie de la vie espagnole mouvementée de la longue première moitié du XX^e siècle.

NOTES

1. Le séminaire eut lieu à la Faculté de Sciences Politiques et de Sociologie de l'Université Nationale d'Enseignement à Distance, à Madrid, et les interventions furent publiées dans *Historia et Política*, numéro 4, 2000.

2. Réédition, Roca, Mexico, 1976.

3. Son descendant, Miguel Monjo, qui s'est chargé de recueillir toute sorte de documentation et bibliographie sur Juan March, possède des exemplaires de la première édition et de celle de 1937, ainsi que celle éditée en Union Soviétique dans les années 1950. Voir www.canverga.com.

4. Barcelone, Planeta, 1976.

5. Madrid, Sedmay, 1977.

6. Barcelone, Planeta, 1985.

7. Madrid, Afrodisio Aguado, 1965.

8. « Joan March », dans *Retrats de passaport, Œuvres complètes*, vol. 17, Barcelone, Destino, 1982, pp. 527-533.

9. « Juan March Ordinas (1880-1962) », par Eugenio Torres (dir.) : *Los 100 empresarios españoles del siglo XX/Les 100 entreprises espagnoles du XX^e siècle*, Madrid, LID, 2000, pp. 268-277.

10. *La patronal ante la República. Organizaciones y estrategia 1931-1936*, Madrid, Ed. Siglo XXI, 1983.

11. Nous parlons de lui dans « Entre la condamnation et l'oubli. Les entreprises et leurs organisations dans l'historiographie espagnole », *Sociología del trabajo* n°3, 1988, pp. 141-161 ; réédité par J. Hernández Andreu et J.L. García Ruiz (ed.) : *Lecturas de Historia empresarial*, Madrid, Civitas, 1994, pp. 51-74. Le livre de 2002, Mercedes Cabrera et Fernando del Rey : *El poder de los empresarios. Política y economía en la España contemporánea*, Madrid, Taurus, 2002. L'expression de Víctor Pérez Díaz, dans *El retorno de la sociedad civil*, Madrid, Institut des Études Économiques, 1987, pp. 126-127.

12. *La industria, la prensa y la política. Nicolás María de Urgoiti (1869-1951)*, Madrid, Alianza editorial, 1994.

13. John Brooks : « Annals of Finance. Privateer », I et II, *The New Yorker*, 21 et 28 mai 1979.

14. Andrew Carnegie : « Wealth », *North American Review*, juin 1989.

15. *Juan March. El hombre más misterioso del mundo*, Barcelone, Ediciones B, 2008. Ce livre est la compilation et le résumé des deux précédents révélés par le même auteur : *Juan March. Los inicios de un imperio financiero*, Palma, Edicions Corts, 2001 et *Joan March. La cara oculta del poder 1931-1945*, Palma, Edicions Corts, 2004.

16. Information sur ses fonds sur www.canverga.com.

17. « Interview with Juan March, 11 April 1944 », *Templewood Papers*, XIII (6)/28, Cambridge University Library.